



GAZETTE NATIONALE ou LE MONITEUR UNIVERSEL.

N° 81.

LUNDI, 21 Mars 1868.

EXTÉRIEUR.

RUSSIE.

Petersbourg, le 20 février.

Les services distingués que le bataillon impérial de milice a rendus pendant la dernière campagne, lui a mérité l'honneur de faire partie de la garde impériale.

— Le ministre de la guerre et général d'artillerie, M. le comte Arakschejew, a été nommé inspecteur-général de l'infanterie et de l'artillerie.

— D'après les lettres publiées par le Saint-Synode, il appert que, dans le courant de l'année 1866, il y a eu 273,778 mariages; qu'il est né 1,601 garçons et 634,564 filles; qu'il est mort 441,623 individus mâles et 403,870 de l'autre sexe: il en résulte que le nombre des naissances excède celui des morts de 500,662 âmes. Dans le nombre de ces derniers, on compte quatre personnes parvenues à l'âge de 150 à 151 ans, quatre à celui de 140, quatre à 130, huit à 125, vingt-quatre de 125 à 120, vingt-cinq de 100 à 113, soixante et onze de 105 à 108, cent soixante-quatre de 100 à 105, mille deux cents soixante et seize de 95 à 100 ans.

Du 24 février.

M. le lieutenant-général Glasenapp, vient d'être nommé inspecteur de la division de Sibérie.

(Correspondant de Hambourg.)

SERBIE.

Belgrade, le 25 février.

Le sénat serbien continue de s'occuper de la nouvelle organisation de cette province. Dans une des dernières séances, il a été résolu d'adopter l'aine autrichienne, ainsi que la mesure employée pour les boissons; l'ordre a été donné aux officiers de police de veiller soigneusement à ce qu'aucune fraude ni falsification n'ait lieu dans l'emploi de ces mesures. L'établissement des poids par quintal a été rejeté, et l'on a décidé que l'on s'en tiendrait au poids turc dit *oka*.

— Tous les bâtimens et fonds de terre qui ont appartenu aux Turcs et aux Juifs, sont maintenant vendus par les autorités locales. Le produit de ces ventes est versé dans la caisse nationale. D'après une ordonnance du sénat, aucun fonds de terre ne pourra, à l'avenir, être aliéné sous main. Le propriétaire sera tenu d'annoncer au tribunal qu'il veut s'en défaire et d'obtenir la permission de le mettre en vente publiquement.

— Le commandant de corps, Mladen Millovanowich, a quitté, avec la permission du sénat, l'armée de Bulgarie, à cause du mauvais état de sa santé, et est venu à Belgrade. Le commandant de corps, Etienne Jakoblowich, commande maintenant cette armée.

(Journal de Francfort.)

ROYAUME DE WESTPHALIE.

Cassel, le 5 mars.

— Nous venons de perdre M. le docteur Hunold, conseiller de cour, et âgé de 45 ans au plus.

— On nous écrit du Brandebourg que l'on a reçu la nouvelle de la mort du célèbre Himmel, maître de chapelle de S. M. prussienne, qui avait accompagné le prince Frédéric de Saxe Gotha dans son voyage à Rome.

(Correspondant de Hambourg.)

ALLEMAGNE.

Vienne, le 8 mars.

L'empereur a nommé feld-maréchal, l'archiduc Joseph, son frère, palatin de Hongrie. Le comte Tige, général de cavalerie et président de la section de justice dans le conseil aulique de guerre, a sa retraite avec une pension considérable. La présidence de justice a été réunie avec la présidence du conseil de guerre.

— Les feld-maréchaux-lieutenans Volff et Gualonde, et le général-major Clementi, viennent de mourir.

— Les discussions du projet d'un Code civil général pour toute la monarchie autrichienne, ayant été terminées en 1866, la révision de ce projet s'est faite pendant l'année 1867, et l'acceptation de ce travail a été proposée à S. M. au commencement de cette année. On attend avec beaucoup d'impatience la publication du nouveau Code, qui ne peut qu'exciter la curiosité publique, dans les circonstances présentes.

(Gazette de France.)

Hambourg, le 11 mars.

Il a encore gelé cette nuit de 4 degrés. Ce matin, le froid a diminué de 3 degrés; le tems paraît disposé à la neige.

Le petit Belt est entièrement débarrassé de glaces, le grand Belt est à-peu-près libre; mais le Sund était encore, le 7 mars, rempli de forts glaçons.

— Tous les navires qui se trouvent à Copenhague ont été mis en réquisition, et tous sont rangés le long des côtes de la Scélande, vis-à-vis la Scanie.

— Le Danemarck vient de gagner prodigieusement sur les marchandises coloniales, dont une quantité étonnante se trouvait accumulée dans ses magasins. La plus grande partie a passé maintenant dans les duchés et sur le Continent: on calcule que les Danois ont gagné plus de cent pour cent sur ces denrées.

(Publiciste.)

— On a publié officiellement à Wismar un ordre qui défend tout commerce de lettres et toute communication avec la Suède.

— Le 6 de ce mois, les habitans de Magdebourg ont prêté le serment de foi et hommage à S. M. le roi de Westphalie. Cette cérémonie a été des plus solennelles. Le soir une partie de la ville a été illuminée. (Journal du Commerce.)

ISTRIE.

Trieste, le 3 mars.

Depuis les changemens survenus dans les rapports de notre cour avec l'Angleterre, et ceux que les circonstances ont amenés dans l'Adriatique, une nouvelle hausse s'est fait sentir sur nos principaux articles, notamment sur les cotons, les amandes, les raisins et l'huile.

— Le cours de Vienne était depuis quelques jours à 220; aujourd'hui il est à 222.

— On croit toujours que l'escadre anglaise, en station devant notre port, ne doit pas y rester, et qu'après s'être procuré des renseignemens sur ce qui se passe dans les ports du Golfe Adriatique, elle retournera auprès du commandant des forces britanniques près de Corfou, pour l'en instruire.

(Journal du Commerce.)

INTÉRIEUR.

Paris, le 20 mars.

MINISTÈRE DU GRAND-JUGE.

Par jugement du 9 décembre 1867, sur la demande d'Antoine Lafond, et autres intéressés, domiciliés à Bard,

Le tribunal de première instance à Montbrison, département de la Loire, a ordonné une enquête pour constater l'absence d'Etienne Lafond, de la commune de Bard.

Par jugement du 29 novembre 1867, sur la demande de François Thuaud, cultivateur à Villandry, arrondissement de Tours, en déclaration d'absence de René Deschamps, son beau-frère, réquisitionnaire de 1793, dont on n'a pas eu de nouvelles depuis environ 14 ans,

Le tribunal de première instance à Chinon, département d'Indre-et-Loire, a ordonné une enquête contradictoirement avec le procureur impérial, et aussi devant le tribunal de première

instance à Tours, même département, lieu de la résidence du présumé absent.

Par jugement du 5 janvier 1868, sur la demande de Louis Mathias, soldat au 88^e régiment d'infanterie de ligne, en garnison à Strasbourg,

Le tribunal de première instance à Dieppe, département de la Seine-Inférieure, a ordonné une enquête pour constater l'absence de Louis-Nicolas-Victor Mathias, disparu depuis 14 à 15 ans, sans qu'on ait eu de ses nouvelles.

Par jugement du 19 novembre 1867, sur la demande de Jean-Baptiste Dupuis, capitaine de la garde de Paris,

Le tribunal de première instance à Metz, département de la Moselle, a ordonné une enquête pour constater l'absence de Jean-Baptiste Dupré.

Par jugement du 4 janvier 1868, sur la demande de Prosper Henriot, et autres intéressés,

Le tribunal de première instance à Château-Thierry, département de l'Aisne, a déclaré l'absence de Denis Leclerc, de Château-Thierry.

Par jugement du 28 brumaire an 13, vu la demande de Jean et Françoise Peyrusse Lafleur, frère et sœur, domiciliés à Montléon et à Maubourguet, en déclaration d'absence d'autre Jean Peyrusse leur frère, disparu depuis plus de dix ans,

Le tribunal de première instance à Tarbes, département des Hautes-Pyrénées, a ordonné une enquête contradictoirement avec le procureur impérial, pour constater l'absence de Jean Peyrusse.

Par jugement du 2 décembre 1867, sur la demande de Jean Ray, et de Marguerite Lesuven, sa femme,

Le tribunal de première instance à Aubusson, département de la Creuse, a ordonné une enquête pour constater l'absence de Gabriel Villard, disparu depuis plus de 35 ans sans qu'on ait eu de ses nouvelles.

Par jugement du 15 décembre 1867, sur la demande de Laurence Postel, et autres intéressés,

Le tribunal de première instance à Dinan, département des Côtes-du-Nord, a déclaré l'absence des frères Joachim, Thomas et Aimé Postel.

Par jugement du 1^{er} décembre 1867, sur la demande de dame Reuée - Françoise - Juliennine Serault, veuve de Pierre Macé,

Le tribunal de première instance à St-Brieux, département des Côtes-du-Nord, a ordonné une enquête pour constater l'absence de Mathurin François Serault, embarqué il y a 25 ans pour un voyage de long cours sur le navire *la Levy*.

Par jugement du 7 décembre 1867, sur la demande de Henri Manchien, et de Catherine Chariot, sa femme, veuve en premières noces de Joseph Grenon,

Le tribunal de première instance à Issoudun, département de l'Indre, a déclaré l'absence de Louis Grenon, de la commune de Vatan.

Par jugement du 31 décembre 1867, sur la demande de Jacques-Pierre Audebert, et autres intéressés,

Le tribunal de première instance à Blois, département de Loir-et-Cher, a ordonné une enquête pour constater l'absence de Jacques-Louis Audebert, disparu de Blois depuis plus de 10 ans sans qu'on ait eu de ses nouvelles.

Par jugement du 8 janvier 1868, vu la demande de Pierre-Louis Montfort, et demoiselle Ursule Ducros, son épouse, sur l'absence de François Ducros,

Le tribunal de première instance à Nantes, département de la Loire-Inférieure, déclare définitivement l'absence de François Ducros.

SOCIÉTÉ PHILANTROPIQUE.

Extrait du rapport de M. Dupont de Nemours, vice-président de la Société philanthropique, sur les travaux de la Société, pendant l'année 1807; lu à l'assemblée générale de la Société philanthropique, le 31 janvier 1808.

Messieurs, votre comité d'administration a tâché de justifier votre confiance, en se conformant aux vœux qui vous animent.

Vos recettes de cette année n'ont pas été au niveau de vos dépenses.

Il a fallu y pourvoir sur le fonds de réserve. Mais il pourrait y suffire encore pendant deux ans, quand vous ne recevriez pas de plus grands secours, ou ne feriez pas de nouveaux efforts; et vous avez tout à espérer de la bienveillance du Gouvernement, qui n'ignore point combien vos louables institutions concourent à ses intentions généreuses, en adoucissant les maux de la pauvreté, en tendant à diminuer ses causes, comme aussi en soulageant les hôpitaux et les hospices, d'un grand nombre de malades et d'indigents, que, sans vous, ils seraient obligés de secourir.

Déjà la respectable administration des hospices s'est chargée de continuer et d'étendre une des branches de bienfaisance que vous avez fait germer, et dont vous avez soigné les premiers développemens; celle de l'entretien de quelques petites écoles gratuites, les unes de garçons et les autres de filles, où les principes de la morale, ainsi que l'habitude du travail, et pour les garçons, quelques légers élémens de géométrie, se trouvent joints à l'enseignement de l'écriture, de la lecture, et de l'arithmétique.

Vous n'avez point eu de frais à faire cette année, pour ces établissemens. Le conseil des hospices, qui a senti, comme vous, combien l'instruction améliore les mœurs, et à quel point les facilités qu'elle donne pour le travail et pour le bon ordre des affaires domestiques, aide à soutenir les familles, en les empêchant de tomber dans l'indigence, a pris les petites écoles gratuites sous sa protection, et leurs frais indispensables sur la caisse. Il les a multipliées.

Vous avez distribué, dans l'année qui vient de finir 394,979 soupes, provenant de huit fourneaux en activité.

Ce sont soixante-deux mille cent vingt-trois de plus que l'année dernière, où vous avez employé neuf fourneaux.

De ces 394,979 soupes, il y en a eu 122,055, ou près du tiers, volontairement achetées par les consommateurs.

L'année dernière, il n'y en avait eu que 60,268 ainsi débitées.

Le peuple s'accoutume donc à cet aliment salubre et peu coûteux, puisque la consommation, à prix d'argent, en a plus que doublé.

Les comités de bienfaisance en ont acheté et donné 204,098. Ils n'en avaient pris, en 1806, que 171,426. L'augmentation est de plus d'un sixième; ce qui montre encore que cette manière d'aider les pauvres, qui en effet comporte peu d'abus, a paru avantageuse à ces sages répartiteurs de bonnes œuvres.

En continuant sur les soupes le sacrifice auquel vous êtes accoutumés, vos bureaux de distribution ne pourront les donner que pour un sol et demi. Votre comité en est très-affligé, mais la situation de vos affaires oblige de se résigner à cette nécessité et de ne pas multiplier vos pertes.

Il se pourrait même que, dans la suite, ce fût une bonne vue, en faisant les soupes avec la plus grande économie possible, sans diminuer leur qualité, de ne les vendre qu'au prix coûtant. Il importe de ne déranger aucune valeur naturelle, et de ne pas donner lieu pour le taux des salaires, que celui des subsistances règle toujours, à des calculs dont l'illusion deviendrait pénible et dangereuse, si les secours de la bienfaisance sur laquelle on les avait fondés étaient suspendus, ou si leur source tarissait. Il faut faire un bien qui puisse être étendu sans ruine, qui puisse être continué sans effort, qui n'induisse personne en erreur.

Le nombre des soupes distribuées par vos soins depuis votre établissement, se monte à 3,556,327. Il n'en a été aucune qui n'ait fait plaisir à celui qui l'a reçue, et c'est quelque chose que 3,500,000 bénédictions.

Les progrès des dispensaires méritent que nous ramenions pour eux nos regards en arrière. C'est la plus coûteuse des institutions. C'est la seule qui puisse porter vos dépenses au-delà de vos revenus; mais elle est aussi celle par laquelle vous avez le mieux mérité de la patrie.

Les calculs et les états de situation pour les années 11, 12, 13, 14, 1806 1807, donnent le résultat satisfaisant que la progression décroissante, en quatre ans et demi, de 40 fr. de dépense par malade, à 17 fr., et d'un mort sur treize à un mort sur vingt-cinq, qu'il n'y a pas une âme humaine qui puisse n'en être point émue, et dont le zèle ne soit pas excité pour contribuer, au moins de ses vœux, à la durée d'une institution si utile, et à toutes les améliorations ultérieures qu'elle pourra recevoir.

On voit, par les comptes admirables qu'a publiés le conseil des hospices, que, d'après le nombre moyen des journées de maladie, et le prix également moyen de ces journées dans les quatre hôpitaux où elles sont le moins chères, les 1445 malades que vos dispensaires ont secourus l'année dernière, s'ils eussent été réduits à s'adresser aux hôpitaux, leur auraient coûté plus de 52,000 fr. Les 4223, traités par notre établissement depuis qu'il existe, auraient donc été pour les hôpitaux une surcharge de plus de cent mille écus. — Ce sont cent mille écus, ou qui ont été épargnés sur les fonds publics, ou qui ont tourné au soulagement des autres infortunés.

Quelle puissante raison de ne pas vous décourager, Messieurs, et de persévérer noblement, charitablement, dans votre utile carrière!

Votre comité et tous ses coopérateurs, ont examiné sous toutes leurs faces, les moyens de porter dans vos entreprises la plus grande économie, sans nuire à leur efficacité. L'économie, lorsqu'elle n'est point parcimonieuse, lorsqu'on ne la pousse pas jusqu'à l'altération du principe des établissemens auxquels on l'applique, est le gage de tout succès et de toute durée.

Vos docteurs ont été convoqués; ils se sont réunis pour rédiger une pharmacopée, dont celle de notre respectable collègue, M. Parmentier, a été la base: cette sage pharmacopée, renferme tout ce qui est réellement nécessaire aux diverses maladies qui affligent l'humanité, sans être surchargée de ces préparations dispendieuses et compliquées, dont par cela même l'effet est plus incertain, qu'on pourrait appeler le luxe de la médecine, et que de vains préjugés font à tort croire meilleures, parce qu'elles sont plus chères.

Ils vous ont proposé, en réservant aux pharmaciens les compositions et les manipulations qui demandent leur art, d'avoir aux dispensaires, ou par des achats directs, ou par un arrangement avec la pharmacie générale des hôpitaux, un assortiment des médicamens simples, qui doivent être donnés en nature, et qu'il suffit de doser au poids. Ils ont offert d'en surveiller la distribution; et cet usage a eu lieu, avec beaucoup de succès, au troisième dispensaire.

Vos pharmaciens ont réclamé avec force le privilège et les droits de leur profession. Annonçant néanmoins qu'ils ne voulaient pas être surpassés en générosité ni en zèle, ils ont offert de fournir à prix coûtant, pour les dispensaires, les médicamens qui seraient ordonnés.

Nous devons dire un mot des enfans vaccinés. Il y en a eu, dans les départemens, 360 en tout, dont 89 l'année dernière. Cette salutaire opération n'est pas aussi multipliée qu'il serait à désirer. Elle n'est point repoussée comme fut d'abord l'inoculation. On n'y oppose que l'indolence; cette indolence fâcheuse cédera par degrés à l'amour paternel, à mesure qu'il sera plus éclairé: Ne soyons point jaloux du tems, a dit ingénieusement M. Necker.

Revenant à l'état de vos finances, qui tient principalement à celui de vos Dispensaires: vous verrez qu'au moyen de trois secours extraordinaires, que vous avez reçus à la moitié de l'année, et auxquels il faut ajouter le produit de quelques effets des bureaux de soupe dont l'emplacement n'était pas avantageux, votre fonds de réserve, qui était au 1^{er} janvier 1807 de... 21,367 fr. 8 c. n'a été entamé que d'un tiers, ou 7,121 42

Il est encore de..... 14,245 66

Il suffirait donc à deux années semblables, quand vous n'auriez pas d'autre appui. Mais votre établissement intéresse trop les cœurs honnêtes, pour que vous en soyez dénués, et c'est ce que nous examinerons dans les observations générales qui termineront ce rapport.

Nous arrivons à un article de vos travaux, qui vous coûtera toujours plus de soins que d'argent, plus d'amitié et d'honorable fraternité que de services, les Sociétés de prévoyance.

Il compte peu dans vos dépenses, et pour beaucoup, non pas précisément dans le bien que vous avez fait, mais dans celui auquel vous aurez pris part, dans celui que vous contribuerez à faire.

Les Sociétés de prévoyance se sont formées sans vous. La vôtre s'est bornée à leur applaudir, à en encourager quelques-unes, à donner à quel-

ques autres un petit nombre d'idées qu'elles auraient vraisemblablement conçues d'elles-mêmes, à les multiplier par des témoignages de la juste considération qu'elles méritent, et par des contributions très-modérées à la caisse de celles qui vous ont paru en avoir besoin.

Cependant, et c'est sur-tout au milieu de vous qu'il faut le dire, cela convient à votre vertu sans faste et sans vanité; elles sont peut-être une institution encore plus importante que la vôtre même. Elles sont une institution indispensable chez les nations très-populeuses et très-civilisées, où l'extrême concurrence entre les travailleurs rend les salaires fort bas, et demande que l'habitude des petites économies et des sages conventions pour les secours mutuels, empêchent les interruptions de travail, qu'on ne peut éviter, de porter la désolation dans une multitude de familles, et préserver la vieillesse d'un fatal abandon.

Vous secourez la pauvreté présente; vous faites guérir gratuitement les maladies qui ajoutent la douleur à l'indigence et aggravent l'une par l'autre: cela est bien. Les Sociétés de prévoyance préviennent la pauvreté; elles en garantissent le vieil âge; elles en garantissent les familles dont le père est frappé. Le nécessaire physique est suppléé par elles au gain qui donnait à ce père le moyen d'alimenter sa femme et ses enfans; elles le dispensent d'avoir recours à des soins étrangers; elles lui conservent celui de ses proches; elles leur épargnent à tous de grands chagrins. Et quel est le poison qui envenime le plus toutes les maladies, qui les rend le plus souvent mortelles, qui résiste à tout remède, et que la science médicale ne peut vaincre? C'est le chagrin. — Où la subsistance ne manque pas, où l'assistance de l'amour filial et de l'amour conjugal n'est pas interrompue, il n'est qu'un petit nombre de maux incurables. La rhubarbe et la casse, prises par le malade, ne lui feront jamais autant de bien que la présence du pain et du bouillon consommés par les siens, et sous ses yeux. Nul cordial ne soutient les forces autant que la douce pression d'une main amie.

Les Sociétés de prévoyance transforment, comme la nature, quelques gouttes d'eau en riches récoltes; elles capitalisent de petites sommes qui auraient été dissipées sans aucun bonheur réel, et en versent le produit sur les besoins, aussitôt que ceux-ci se font sentir.

Vous avez admiré chez les Sociétés de prévoyance la raison humaine dans sa simplicité naturelle, saisissant avec sagacité ce qui est visiblement bon, écartant comme par une sorte d'instinct, ce qui deviendrait dangereux. Vous avez remarqué leur unanimité à repousser les maladies qui pourraient être la suite d'une faute, ce qui rend les fautes plus rares; à prescrire des mesures de surveillance, pour que le secours légitimement dû ne puisse être refusé, et pour que celui qui n'est pas dû, ne puisse être usurpé; à interdire dans leurs assemblées toute conversation qui tendrait à autre chose qu'au soulagement de leurs malades ou de leurs vieillards.

Nous nous étions flattés de pouvoir leur donner, selon les professions, des tables de mortalité moyenne, et indicatives des maladies les plus fréquentes. La nature de ce travail le rendra très-long, puisqu'il faut qu'il embrasse un grand nombre d'années. Elles y ont provisoirement et peut-être suffisamment pourvu, en se soumettant à des contributions supplémentaires, pour faire honneur aux circonstances imprévues et aux besoins mal calculés.

Votre commission avoue qu'elle a été un peu retenue, non pas dans ses recherches, seulement dans ses visites à ces recommandables Sociétés, par le péril qui pouvait vous menacer vous-mêmes.

Mais elle ne les a pas perdues de vue.

Elle est demeurée en correspondance active avec un grand nombre d'entr'elles.

Toutes nous remettent, sur leurs opérations et leur situation, des tableaux qui serviront un jour à éclairer les fondateurs de semblables établissemens.

Il s'en est formé une à Montauban; nous vous avons cité une partie de son règlement sage et singulier.

Il y en a une à Colmar.

Il s'en est établi une à Bruxelles.

La Société philanthropique de Marseille nous a écrit qu'elle était occupée d'instituer aussi, dans cette ville, une Société de prévoyance.

La Banque de France et toutes les administrations ont adopté, pour leurs employés, cette sage méthode de fonder les pensions de retraite sur les économies accumulées pendant le tems du travail.

M. Mourgues reprenant la suite des idées proposées par M. Bidermann au conseil municipal,

et par M. de Lessert à celui des hospices, a rédigé un projet pour ouvrir à la caisse du Mont-de-Piété un dépôt de petites économies dont les intérêts, ajoutés au capital, serviraient tant à secourir les souscripteurs dans leurs infirmités, qu'à leur assurer des pensions, même considérables sur leurs vieux jours.

Il sera fait, à la première classe de l'Institut, un rapport favorable sur ce projet qui lui a été soumis.

Le bon esprit qui inspire toutes ces vues, s'étend à d'autres établissements analogues.

Une Société d'assurance contre la grêle, s'est organisée à Toulouse ;

Et une autre, à son imitation, au Mont-de-Marsan. Cette dernière embrasse l'assurance contre les épizooties.

L'existence de ces deux Sociétés, dont l'exemple sera certainement suivi, est le commencement d'une grande amélioration dans la société politique.

Dans les campagnes qui entourent Paris, M. de Prunell a commencé l'établissement d'une Société de prévoyance rurale au bourg de Presle, département de Seine-et-Oise ; il l'a composée de deux ordres de souscripteurs ; les uns, à titre utile et qui reçoivent des secours en contribuant à ceux qu'il faut donner ; les autres, à titre honoraire et de bienfaiteurs, qui se bornent à fonder la caisse. Ce n'est pas sans peine qu'il atteindra, dans cette entreprise, un succès complet.

M. Petit a un peu plus avancé les fondemens d'une seconde Société rurale de secours mutuels au village d'Osouer, département de Seine-et-Marne.

Le même M. Petit a rédigé un projet de règlement général à proposer, non point à enjoindre, il faut bien s'en garder, aux Sociétés de prévoyance qui voudront se former.

Ce projet a obtenu l'approbation de M. le conseiller-d'état préfet de police, et de leurs excellences les ministres de l'Intérieur MM. de Champigny et Crétet.

M. de Champigny l'a envoyé à tous les préfets des départemens, et leur a recommandé de s'en occuper.

M. Crétet a fait faire un relevé de leurs réponses : Vous avez lu dans cette séance ce que vous écrit à ce sujet M. le préfet du Haut-Rhin. Plusieurs ont déjà travaillé à établir quelques-unes de ces Sociétés.

La plupart annoncent qu'ils vont y mettre leurs soins.

C'est un grand point que le Gouvernement appelle, sur un si intéressant objet, l'attention des administrateurs, et qu'ils répondent à cet appel qui doit nous inspirer tant de reconnaissance.

Quand la paix aura pu rendre aux travaux utiles leur cours naturel, à mesure que les Sociétés de prévoyance et de garantie mutuelle se multiplieront, la mendicité se restreindra d'elle-même, et les privations secrètes, qui ne sont peut-être pas un moindre mal que la mendicité, diminueront chaque jour. Si pour lors ces Sociétés pouvaient être généralement établies (c'est un terme que vous hâterez et que le progrès des lumières amènera), les Sociétés de prévoyance, améliorant les mœurs et rendant la prudence une vertu commune, anéantiraient presque entièrement le malheur ; elles parviendraient à suppléer la plupart des hôpitaux et des hospices jusqu'à l'époque, encore si lointaine qu'on la croit imaginaire, où l'agriculture ayant atteint le *maximum* de la perfection de ses succès, ne pourra plus augmenter annuellement la masse des productions renaissantes.

Après avoir présenté à la Société des considérations générales sur son organisation, M. Dupont a terminé ainsi le rapport que nous venons d'extraire :

Comment a-t-elle subsisté et s'est-elle accrue ? Comment a-t-elle constamment étendu son utilité, avec une telle constitution ?

Elle l'a fait par miracle ; par le miracle d'attraction, qui porte les belles âmes à aider les bonnes âmes.

Vous êtes une Société d'hommes bienfaisants qui seriez forcés de restreindre les plus importantes de vos œuvres louables, si d'autres hommes, aussi bienfaisants que vous et plus puissants, qui ont la générosité pour y concourir, sans avoir le loisir d'en prendre la peine, n'étaient assez touchés par vos travaux pour en accroître l'efficacité, en ajoutant à vos moyens.

Telle a été jusqu'à ce jour leur noble assistance, qu'elle y a suffi avec excès, et qu'elle avait toujours accru votre fonds de réserve, excepté dans

la seule année dernière, où accidentellement il a diminué.

Pourquoi n'espéreriez-vous pas que les mêmes bienfaiteurs continueront de l'être, et que d'autres se joindront à eux ?

C'est cette juste espérance qui a fait, cette fois, repousser par votre comité l'idée, ou de vous proposer d'accroître le prix ordinaire de vos souscriptions, ou de diminuer le nombre des malades que vos cartes de dispensaires vous autorisent à recommander.

Le premier parti eût pu déplaire à des souscripteurs, dont le zèle nous honore, dont les lumières nous sont infiniment utiles, et qui concourent dans tous les sens à donner à la Société cette ampleur honorable qui fixe sur elle les regards de ses autres bienfaiteurs.

Le second parti eût affligé les cœurs sensibles, eût diminué votre utilité, eût renchéri le prix moyen du traitement des maladies, puisque l'économie n'aurait pu porter que sur les remèdes, et que l'établissement fondamental des dispensaires, qui entraîne près de la moitié de leurs frais, serait nécessairement resté le même.

Ni l'une ni l'autre mesure ne nous ont paru pouvoir vous convenir.

Mais nous ne doutons pas que plusieurs d'entre vous n'augmentent d'eux-mêmes leurs souscriptions. Le comité les en remercie ; il est porté à les imiter en ce point.

Nous espérons que S. M. l'EMPEREUR, qui aime à unir tant de différens genres de gloire, et qui a reçu de la nature le don de mener de front une si prodigieuse multitude d'idées, jettera un coup-d'œil sur vos services, et les appréciera.

Déjà vous avez été honorés de ses bienfaits particuliers.

Nous osons nous flatter encore que le conseil des hospices, touché de l'économie que vos établissements portent dans ceux qu'il dirige, pourra se plaire à vous seconder.

Ainsi nous vous invitons à ne point concevoir d'alarmes. Vous êtes appuyés sur une grande masse de bonnes actions.

Fais le bien et dors tranquille, dit un proverbe oriental : Dieu et la bienveillance des hommes veilleront pour toi.

Nous vous dirons : Faites mieux encore, ne dormez pas ; car Dieu et la bienveillance des hommes aident à ceux qui s'aident. — C'est en travaillant que vous avez mérité qu'ils vous protègent. Continuez.

AGRICULTURE.

Vues relatives à l'agriculture de la Suisse, et aux moyens de la perfectionner, par Emmanuel Fellemborg ; traduit de l'allemand, par Charles Pictet. A Genève, chez J. J. Paschoud, imprimeur-libraire, et à Paris, chez A. J. Marchand, libraire pour l'agriculture, rue des Grands-Augustins, n° 20 ; et chez A. Bertrand, libraire, acquéreur du fonds de M. Buisson, rue Hautefeuille, n° 23. Vol. in-8°. Prix, 2 fr., et 2 fr. 50 c. franc de port.

DEUXIEME EXTRAIT.

(Voyez le n° du mardi 15 mars.)

L'espérance du cultivateur repose sur la fécondité naturelle ou artificielle du fonds ; l'étendue de ses succès tient essentiellement à une bonne culture, appropriée à la connaissance des climats, des localités et à l'étude des terrains. Quelque fertiles qu'ils soient, ils s'épuisent insensiblement, et exigent un emploi éclairé d'engrais qu'on ne peut obtenir que par une quantité relative de bestiaux. Ceux-ci à leur tour réclament les fourrages nécessaires pour les nourrir. Ainsi, dans toute exploitation d'agriculture, dès que les premières avances sont faites, les fourrages et les bestiaux deviennent réciproquement cause et effet. L'abondance des premiers facilite la multiplication des bestiaux, qui à leur tour contribuent à l'augmentation des fourrages.

Altera sic alterius poscit opem res...

D'un autre côté, plus une bonne terre a de fonds, plus elle est susceptible d'être productive ; elle en acquiert nécessairement par la dissolution des engrais, dont les sucs entraînés par l'infiltration des pluies, vont se déposer sur la couche qui se trouve immédiatement au-dessous de la terre cultivée, et devient végétale comme cette dernière.

Ces principes d'une vérité-pratique incontestable, ont dû conduire M. Fellemborg aux résultats prodigieux qui lui ont mérité le vif intérêt

que son gouvernement a pris à son établissement et à sa méthode ; le suffrage de tant d'amateurs et d'agriculteurs qui ont rendu hommage à ses succès, les regards et l'attention de l'Europe agricole. « Il s'annonce à ses yeux, dit M. C. Pictet, comme un homme qui a le génie de l'invention, les vues les plus vastes, l'esprit des détails, l'habitude de l'ordre, un caractère énergique, un amour du bien aussi ardent que pur. »

M. Fellemborg s'est en conséquence livré à la solution de plusieurs questions dont je vais rapporter les principales :

A quelle profondeur devons-nous labourer, et quels assolemens devons-nous suivre pour tirer le plus grand parti de notre terrain ?

Jusqu'à quel point pouvons-nous disposer de l'influence de l'eau sur nos terres ?

Qu'y a-t-il à faire, pour enrichir nos terres des influences atmosphériques ?

Quelles sont les plantes qui méritent la préférence dans notre culture ?

Qu'y a-t-il à ajouter aux soins que nous avons donnés jusqu'à présent à la culture des plantes utiles, à l'éducation du bétail, et quelle est la manière de tirer le plus grand parti, pour la consommation, du produit de ces deux sources de richesses ?

Quel profit pouvons-nous tirer de l'emploi des moyens mécaniques, en épargne de main-d'œuvre, de tems et de force de trait ?

Comment débarrasser nos terres, aux moindres frais, des mauvaises herbes, des animaux rongeurs, des reptiles et des insectes nuisibles ?

Comment pouvons-nous réduire, autant que possible, le nombre et les frais de nos bâtimens ruraux, et augmenter la masse et l'effet de nos engrais ?

Pour résoudre la première question, M. Fellemborg invoque l'expérience qui nous enseigne que les fonds dont la couche inférieure est bonne, augmentent de valeur à mesure qu'on les laboure plus profondément. L'abondance de leurs récoltes leur donne une force d'attraction au préjudice des champs voisins, moins bien cultivés ; le grain qu'on en obtient a plus de poids, par conséquent plus de parties nutritives et plus de valeur.

L'expérience nous apprend également, que lorsque le labour est superficiel, les racines manquent de place pour végéter, se trouvent noyées pendant la saison des pluies, ou souffrent du dessèchement lorsqu'elles manquent. Dans les labours profonds, les eaux pluviales ont un plus grand réservoir, les plantes en souffrent plus tard, et plus rarement, et trouvent pendant les chaleurs une humidité qui les fait prospérer.

D'ailleurs, lorsqu'il y a eu un défoncement profond, le fumier ne se trouve enterré, par un labour ordinaire, qu'à une profondeur moyenne, d'où il se répand jusqu'au fond du défoncement, par l'effet des eaux pluviales. Les racines des plantes y trouvent leur nourriture, au lieu que dans les labours ordinaires les sucs des fumiers vont jusqu'à la couche non végétale, et ne sont plus ramenés (du moins le plus souvent) au-dessus par la charrue. Ainsi le labour profond donne au cultivateur le moyen de multiplier ses combinaisons, et la facilité de lier au système de défoncements celui des assolemens les plus avantageux, lorsqu'ils sont bien dirigés.

On objectera sans doute, que les défoncements profonds ramènent à la surface, une terre morte qui devient le fléau des récoltes. Mais 1° on corrige ce défaut de fertilité par le moyen des engrais qu'on a l'attention de distribuer à raison de la profondeur ; 2° la multiplication des labours, en présentant cette terre sous plusieurs faces aux influences atmosphériques, la fertilise de tous les principes végétaux qu'elle aspire ou que l'air y dépose.

C'est à ce sage discernement dans la distribution des fumiers qu'on doit rapporter la fertilité de beaucoup de terrains. Je me contente de citer le Vexin français, où l'on obtient des récoltes très-abondantes en grain. Dans plusieurs endroits, on trouve l'argile à cinq pouces. La charrue la ramène à la surface. L'abondance des fumiers, et tous les vingt-cinq ans une marnaison, en fait des terres d'un très-grand prix ; à cause de leur fertilité. Le défaut d'engrais et d'un labour profond n'en fait ailleurs que des terres dont on obtient à peine une médiocre récolte de seigle. J'avoue que ce genre de culture demande des avances, mais on s'en trouve bientôt dédommagé par de forts intérêts.

M. Fellemborg offre au conseil de Berne l'exemple de Tull, qui ne donnait à ses terres d'autres engrais que celui qu'elles obtenaient par des labours fréquents et appropriés, qui rendaient des terres ainsi ameublées plus perméables à l'air. Ce grand agent de l'utilité contre la corruption,

cette pratique qui a enrichi Tull, a porté M. Fellemborg à rechercher quelles étaient les instrumens et les machines qui remplissaient le plus utilement cet objet, et il a inventé sa charrue pour défoncer, la houe à cheval, armée depuis sept jusqu'à treize pieds ou socs, etc., et l'emploi de ces moyens mécaniques l'a mis à portée d'offrir une grande épargne de main-d'œuvre, de tems et de force de trait. La profondeur des défrichemens, la facilité de multiplier à peu de frais et sans perte de tems, les labours et les sarclages, lui ont facilité l'avantage de rechercher et d'adopter les assolemens les plus convenables et les plus utiles, de substituer aux céréales et aux plantes à racines nageantes, les plantes et racines pivotantes.

M. Fellemborg divise les végétaux qu'il fait entrer dans ses assolemens en plantes *aspirantes* et en plantes *épuisantes*.

Il part à cet égard des principes pratiques qui ont de tems immémorial dirigé la culture flamande, la première de toutes, et qu'on peut avoir variée et perfectionnée ailleurs, sous quelques rapports.

Ces principes que l'expérience des anciens nous avaient offerts, sont que la végétation des plantes, jusqu'à l'époque d'une floraison complète, bien loin d'épuiser la terre, lui transmet par les racines plus ou moins d'agens de fécondité qu'aspirent dans l'air les feuilles, en même tems qu'elles embarrassent la plante de sucs qu'elle ne peut s'assimiler; mais lorsque la végétation se termine par la perfection et la maturité des fruits, les dépôts des principes fécondans que les feuilles avaient recueillis, sont bientôt absorbés avec ceux que renferme la terre, qui s'épuise d'autant plus qu'on s'obstine à lui faire rapporter les mêmes grains ou des grains analogues.

Les céréales qui succèdent au défrichement des luzernes et des trèfles, offrent une bonne récolte, si les fourrages ont été coupés en vert; elle est faible si on a laissé grainer et mûrir ces plantes. Dans plusieurs endroits, au défaut d'engrais, on ensemeence les champs de fèves, de fèves, de lupins, et lorsque ces végétaux sont en fleurs, on les enterre avec la charrue, pour fertiliser la terre pendant plusieurs années. J'ai obtenu du bon froment sur le farouch fauché en vert.

Indépendamment de ces avantages, il en résulte un considérable dans l'art des rotations des récoltes; celui de nourrir principalement les plantes à racines pivotantes des sucs végétaux qui sont au fond de la terre végétale, et de ménager pour l'année suivante les principes de fécondité qui sont les plus proches de la surface, et plus à portée des plantes à racines nageantes.

Cette suite de vérités a rappelé les méditations et les recherches de M. Fellemborg sur les prairies. Qu'offrent-elles? un assemblage monstrueux de plantes, dont les unes auraient plus de succès dans un terrain sec, et d'autres dans des lieux humides; dont les unes ont parcouru tout le cercle de la végétation, jusqu'à la maturité des graines et du dessèchement des tiges, dans le tems que le bouton des autres n'est pas prêt à s'épanouir. Coupées avant leur floraison complète, ces plantes n'ont point le degré de saveur nécessaire, et se fondent presque par dessiccation; les autres ont perdu une partie de leur suc, ont laissé tomber de mauvaises graines, et épuisé d'autant les prés, comme nos plantes parasites qui mûrissent avant les céréales, leur ont ravi une partie de la nourriture qui leur était destinée, et ont répandu dans les champs de nouveaux germes d'appauvrissement. Aussi est-il entré, dans le plan de pratique de M. Fellemborg, de rechercher comment on peut maintenir, exemptes des plantes étrangères, les récoltes des grains, des racines, des végétaux légumineux; 2° comment on peut exclure des prés et pâturages, les plantes peu nourissantes ou de mauvais goût; 3° comment on peut obtenir que les prés ou les pâturages ne donnent que l'herbe qui convient le mieux à une espèce particulière d'animaux; 4° comment on peut y réussir aux moindres frais possibles, et qu'une prairie soit garnie d'herbes qui fleurissent en même tems?

L'aperçu des vues de M. Fellemborg pour l'éducation du bétail et du perfectionnement de la race des animaux, mérite de fixer l'attention et l'intérêt du cultivateur. C'est un genre d'industrie qui fait tous les ans de nouveaux progrès en Suisse. Le gouvernement de Berne a distribué, dans le courant de l'année 1807, entre cent quatre propriétaires qui ont présenté les plus beaux taureaux, bœufs gras, vaches, veaux et bœufs, 360 ducats qu'il retrouve avec un très-grand bénéfice par les exportations qui se font dans les Etats voisins, em-

pressés de perfectionner la race de leur animaux. Les anglais ont, à cet égard, fait des expériences très-utiles, surtout pour l'engraissement des bestiaux, lorsqu'elles n'ont pas eu pour objet ce que l'amour propre, la rivalité, la jalousie, la concurrence, la singularité peuvent inspirer, en sacrifiant pour la nourriture de ces animaux extraordinaires beaucoup plus que le prix qu'ils en auraient pu retirer. Nous-mêmes n'avons-nous pas vu offrir en spectacle un porc nourri par un meunier en Normandie, qui pesait 900 liv. poids de marc. J'en ai vu un de 18 mois, dans le ci-devant Rouergue, chez M. Barre. Cet animal a pesé, mort et vidé, 733 livres poids de marc; mais, à la fin de son éducation, on lui avait fait manger 60 sacs de marrons, d'abord crus, puis bouillis et en farine. M. Barse convenait que, tout compté, la viande lui revenait presque au double de ce qu'il l'aurait achetée.

Les Anglais se sont principalement distingués par le choix et les croisemens des races qui ont perfectionné leurs travaux. L'on a vu payer jusqu'à mille guinées, dit-on, le saut d'un bélier, afin d'en avoir de la race; et c'est par les différens croisemens que Bakewell, comme l'observe M. Fellemborg, est parvenu à rendre alternativement plus légère ou plus renforcée la charpente osseuse de la race de ses moutons, parce qu'après avoir rendu leurs os trop petits, il s'aperçut que ses moutons gras ne pouvaient plus se porter eux-mêmes.

Que d'expériences à faire encore pour obtenir les grands résultats que l'agriculture doit attendre du croisement des races, du mélange, de la combinaison des poussieres seminales des plantes soumises à une bonne culture, qui les perfectionne sous les rapports de la quantité et de la bonté. D'après les vues de M. Fellemborg, ses lumières et son admirable constance, il y a tout lieu de croire qu'elle lui devra, sous ce rapport de nouvelles et utiles découvertes.

Dans le compte qu'il rend à son gouvernement, M. Fellemborg fait sentir la nécessité de nourrir les vachés à l'étable. On doit cette pratique à un particulier de Zurich, dont l'exemple et les succès ont enrichi son voisinage. Nous devons à M. Tschiffeli un petit, mais excellent mémoire sur cet objet (1), dans lequel il démontre les grands avantages qui en résultent pour la santé, la gestation des animaux, l'économie dans les fourrages, et sur-tout pour multiplier abondamment les engrais soit liquides, soit solides.

M. Fellemborg rend à M. Tschiffeli la justice qui lui est due. Il a multiplié prodigieusement les engrais, et il dit: «Qu'avant lui on n'avait jamais vu à Hoffwyl des masses de fumiers aussi considérables que celles qu'on y fait aujourd'hui.» Il ajoute: «Si l'on prend garde à la contenance des réservoirs des fumiers liquides et à la quantité de mes bestiaux, on comprendra que mes terres ne doivent pas manquer de fumiers.»

Puissent nos bons agriculteurs se pénétrer de l'utilité de la méthode qu'indique M. Tschiffeli, et ajouter, par-là, à la prospérité de leurs terres.

CALVEL.

LIVRES DIVERS.

Le Parfait économe de la ville et de la campagne, suivi d'une comptabilité à partie simple, mixte et double; par P.-B. Boucher, auteur des Institutions commerciales, du Manuel des arbitres, du Consulat de la mer, etc. lesquels se trouvent chez le même libraire. Deux vol. in-8° remplis de tableaux.

Prix 10 fr., et franc de port 13 fr.

A Paris, chez Arthus-Bertrand, libraire, rue Haute-Feuille n° 23, acquéreur du fonds de M. Buisson.

Histoire de la Chine avant le Déluge d'Ogygès, seconde partie, ou 5^e volume de l'*Introduction à l'Histoire ancienne de l'Europe*, par M. de Fortia d'Urban, de l'Académie celtique, de l'Athénée de Vaucluse, de l'Académie de Marseille, etc.

Un vol. in-12 de 250 pages. Prix, 2 fr. 50 c., et 3 fr. franc de port.

A Paris, chez Xhrouet, imprimeur, rue des Moines, n° 16; Dêterville, libraire, rue Haute-Feuille, n° 8; et à Avignon, chez Séguin, freres, imprimeurs-libraires.

(1) Sur la Nourriture des bestiaux à l'étable, et sur la composition et les grands avantages de l'engrais suisse.

A Paris, chez Marchand, libraire pour l'agriculture, rue des Grands-Augustins, n° 20.

De l'Institution du Célibat, dans ses rapports avec la religion, les mœurs et la politique; suivi de l'histoire de tout ce qui s'est passé au Concile de Trente, relativement à la question du mariage des prêtres; par M...

Prix, 1 fr. 80 c., et 2 fr. 25 c. franc de port.

A Paris, chez Dubroca, libraire, rue Christine, n° 10, et chez Debray, libraire, rue Saint-Honoré, barrière des Sergens, n° 168.

Les Amans exilés en Sibérie, ou Aventures de mademoiselle Hamilton et du comte de Marisking, sous le regne de Pierre-le-Grand, roman historique; par l'auteur de Théodore et Zuma. Deux vol. in-12, avec deux jolies figures.

Prix, 4 fr., et 5 fr. 50 c. franc de port.

A Paris, chez Marchand, libraire, passage Feydeau, n° 24.

Regnard et Dufresny à Grillon, ou la Satyre contre les Maris, comédie en un acte et en prose, mêlée de vaudevilles, par M. Febvé; représentée pour la première fois à Paris, sur le théâtre du Vaudeville, le 13 février 1808.

Prix 1 fr. 20 c., et 1 fr. 40 c. franc de port.

A Paris, chez Mongie l'aîné, libraire, cour des Fontaines, n° 1, près le palais du Tribunal, et Martinet, rue du Coq Saint-Honoré, n° 13 et 15.

Histoire de l'anarchie de Pologne, et du démembrement de cette République; par C. Rulhière, suivie des Anecdotes sur la révolution de Russie en 1762. Quatre vol. in-12; 2^e édition.

Prix, 12 fr., et franc de port 15 fr.

A Paris, chez H. Nicolle, à la librairie stéréotype, rue des Petits-Augustins, n° 15; et chez Desenne, libraire, au Palais-Royal, n° 2.

S P E C T A C L E S.

Académie impériale de Musique. Aujourd'hui, Relâche. — Jeudi, Bal masqué.

Théâtre-Français. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR donneront aujourd'hui l'Assemblée de famille, com. nouv. en 5 actes en vers.

Théâtre de l'Impératrice, rue de Louvois. Par l'Opéra-Comique, i due Gemelli.

Théâtre de l'Opéra-Comique. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR donneront aujourd'hui Mlle de Guise.

Théâtre du Vaudeville, rue de Chartres. Aujourd'hui la 1^{re} repr. de la Vallée de Barcelonnette, ou le Rendez-vous de deux Hermites, vaud. en un acte, le Moulin de Sans-Souci, et le Fond du sac.

Théâtre de la Gaîté, boulevard du Temple. Aujourd'hui la Tête du Diable, et le Flambeau de l'Amour, préc. du Pied de Mouton. (L'administration actuelle a l'honneur de prévenir le public que c'est aujourd'hui lundi 21 la clôture de sa gestion.)

Salle Montansier, Palais-Royal. Aujourd'hui, Relâche.

Cirque Olympique de MM. Franconi fils. Aujourd'hui, Grands exercices, et les Français en Pologne.

Panorama. Les vues des villes d'Amsterdam, et de Boulogne, sont exposées au public dans les deux rotondes du boulevard Montmartre; depuis dix heures du matin jusqu'à six. — Prix d'entrée, 2 fr. chaque.

Panharmonicon, cour des Fontaines, n° 1. Grand Concert d'harmonie, tous les jours à huit heures du soir.

Galerie des chefs-d'œuvres de l'architecture des différens peuples, rue de Seine St-Germain, n° 8. — Cette collection, unique dans son genre, exécutée en modèles sous la direction et d'après les dessins de L. F. Cassas, auteur des Voyages d'Istrie, Dalmatie, Syrie, Phénicie, Palestine, etc. est ouverte tous les jours au public depuis 10 heures jusqu'à 4. — Prix d'entrée, avec la feuille explicative, 1 fr. 50 c.

Théâtre de la Nouveauté, à l'hôtel des Femmes, rue de Grenelle-Saint-Honoré. Aujourd'hui, expériences de physique et mathématiques, tours d'adresse, de mécanique fantasmagorie, de M. Olivier. On commencera à 7 heures et demie précises.

Spectacle pittoresque et mécanique de M. Pierre, rue de la Fontaine-Michaudière, carrefour Gaillon. M. Pierre continuera aujourd'hui, et tous les jours, à sept heures et demie, son intéressante collection de Pièces nouvelles annoncées par les affiches.

L'abonnement se fait à Paris, rue des Poitevins, n° 6; le prix est de 25 fr. pour trois mois, 50 fr. pour six mois, et 100 fr. pour l'année entière. On ne s'abonne qu'au commencement de chaque mois.

Il faut adresser les lettres, l'argent et les effets, franc de port, à M. Agasse, propriétaire de ce journal, rue des Poitevins, n° 6. Tous les effets, sans exception, doivent être à son ordre.

Il faut comprendre dans les envois le port des pays où l'on ne peut affranchir. Les lettres des départemens, non affranchies, ne seront point retirées de la poste.

Il faut avoir soin, pour plus de sûreté, de charger celles qui renfermeront des valeurs.

Tout ce qui concerne la rédaction doit être adressé au rédacteur, rue des Poitevins, n° 14, depuis neuf heures du matin jusqu'à cinq heures du soir.

A Paris, de l'imprimerie de H. Agasse, propriétaire du *Moniteur*, rue des Poitevins, n° 14.